

Frédéric Landy, Yann Calbérac
13 février 2008

Café de la Cloche, 13 février 2008

Espaces ruraux et alimentation en Inde : comment dépasser la révolution verte ?

Frédéric Landy est Maître de conférence HDR à l'Université Paris 10 Nanterre, membre de l'Institut Universitaire de France et du laboratoire Gecko.

Frédéric Landy a une grande connaissance de l'Inde qu'il parcourt depuis sa maîtrise en géographie. Les migrations, les relations villes-campagnes, les logiques paysannes, les espaces ruraux sont autant de thèmes qu'il étudie. Il pourrait paraître paradoxal de parler aujourd'hui des espaces ruraux en Inde alors que le pays connaît aujourd'hui une spectaculaire croissance urbaine ou de certains secteurs comme l'informatique ; il ne faut pas oublier que les campagnes abritent 70% de la population indienne et nourrissent le milliard d'habitants.

Frédéric Landy évoque les espaces ruraux à partir de la question alimentaire (au détriment d'autres fonctions de ces espaces). C'est en effet toujours un facteur de crise des campagnes et le défi est aujourd'hui de dépasser la révolution verte des années 1960. L'enjeu est de taille : l'Inde est indépendante et nationaliste et la question alimentaire est décisive. L'Union Indienne est proclamée en 1947, quatre ans après la dernière famine (1943) dont le souvenir reste vif. Le premier objectif de l'Union est de construire simultanément les indépendances alimentaire et politique.

Trente ans après, les greniers débordent et il faut stocker les céréales. Dans les années 1960, l'Inde importait du blé et du riz depuis les Etats-Unis. Aujourd'hui, l'Inde exporte ces céréales. Ce succès est la conséquence de la révolution verte : celle-ci, qui avait pour but d'augmenter la production par l'utilisation systématique de variétés à haut rendement, a réussi. La catastrophe alimentaire est évitée mais il faut aujourd'hui aller au-delà.

Une fragile situation nutritionnelle

En dépit des apparences, la situation alimentaire actuelle n'est pas florissante. L'équilibre est précaire : on ne souffre plus de la faim, mais le déséquilibre nutritionnel des rations est inquiétant. La consommation de protéagineux (lentilles, pois...) est importante car l'alimentation des Indiens est celle des habitants des pays pauvres : elle comporte peu de fruits, de légumes, de viandes (pour avoir de la viande, il faut du fourrage qui serait produit au détriment des autres cultures). Pour les populations rurales et urbaines, la ration alimentaire diminue légèrement en termes caloriques. En moyenne, elle s'élève à 2100 calories. 48% des enfants souffrent de sous-nutrition et 80% des femmes sont anémiées. Le déficit dans les campagnes est donc à la fois qualitatif (mal-nutrition) et quantitatif (sous-nutrition) : il contraste avec l'image des stocks (qui pourrissent parfois sous les bâches). Les exportations de riz (1/3 du marché mondial) ne sont donc pas un bon signe : c'est certes le résultat de la révolution verte, mais c'est surtout le signe que la population n'a pas les moyens d'acheter du

riz. Le cas du blé, alimentation de l'Inde du nord, était similaire jusqu'au renversement récent du marché mondial qui rend désormais l'Inde (de façon conjoncturelle ?) importatrice.

Le pays connaît aujourd'hui une transition qui aboutit à la diversification de l'alimentation : chez les plus riches, la consommation de céréales diminue au profit de la viande et des légumes. Chez les plus pauvres, le sorgho est remplacé par le riz. La consommation de viande n'augmente guère, ce qui s'explique par des raisons culturelles : la viande est « chaude » selon la médecine hindoue et il faut l'équilibrer par des nourritures « froides » comme le riz ou les galettes de blé.

La terre, et la politique agricole entre concentration et diffusion

La répartition de la population rurale et ses fortes densités s'expliquent en partie par les conditions naturelles, notamment le relief qui commande les pluies de mousson ou permet l'irrigation (au Nord du pays, celle-ci est rendue possible par les rivières himalayennes).

Les structures foncières et rurales sont caractérisées par un émiettement de la propriété : les exploitations dépassent rarement un hectare, alors que 10 à 15% de la population agricole travaillent comme journalier sans aucun accès à la propriété. Pour améliorer la situation, deux politiques s'opposent : une politique qu'on pourrait qualifier « de droite » consisterait à favoriser un groupe en concentrant les terres et en permettant d'augmenter la production, alors qu'une politique « de gauche » aurait pour ambition de répartir la croissance, socialement et spatialement. Cela pose le problème du fédéralisme : chaque Etat applique à sa manière les directives de New Delhi (comme par exemple la fixation des prix). On dénombre donc 28 politiques agricoles dans le pays !

Dès l'indépendance, avant même la révolution verte, on développe l'irrigation et utilise largement des engrais (ce qui entraîne l'essor de l'industrie chimique indienne). Ce n'est pas suffisant et l'importation de blé américain est encore nécessaire (au détriment de la croissance économique). La révolution verte permet justement d'atteindre cette autosuffisance mais elle est presque gommée par la croissance démographique : l'augmentation de la production suit la croissance de la population. Comme la Surface Agricole Utile n'augmente pas, la révolution verte repose sur la hausse des rendements (surtout du riz et du blé) ; en dépit de son succès, la révolution verte a maintenu les écarts régionaux de production.

Il faut attendre les années 1970-80 pour que la géographie régionale soit modifiée : les derniers grands périmètres irrigués sont mis en place et des barrages se diffusent à tout le pays ; surtout, là où il n'y a pas assez d'eau, des forages de plus en plus profonds sont creusés. Ces dispositifs coûteux sont bien sûr réservés à une élite et les très basses castes et classes n'y ont pas accès ; ils permettent également de sortir des contraintes collectives du barrage et de mettre en place des systèmes originaux de production.

On aboutit donc à des contrastes entre les « gros » propriétaires (plus de 2 ou 3 ha) et les ouvriers agricoles. Des programmes de développement rural visent à réduire ces disparités. Pour les plus pauvres ou pour les femmes, la seule solution, quand il n'y a plus de travail sur place, reste cependant l'émigration.

Le système public alimentaire

La politique alimentaire de la fédération repose sur le transfert de céréales entre les régions. L'Etat achète du grain à des prix qui sont volontairement fixés pas trop bas. L'objectif de cette politique est double : d'une part, cette redistribution permet d'alimenter les régions insuffisamment productrices et d'autre part d'assurer des revenus décentes aux populations rurales. L'Etat donne donc des deux côtés et le modèle fonctionne en théorie.

La réalité est plus complexe : il est parfois difficile d'acheminer les grains, sans compter que sévissent vols et prébendes à tous niveaux. Le système aboutit à une chaîne de corruption dont tous les intermédiaires veulent bénéficier (de la production à la commercialisation, en passant par le transport). Le système de redistribution est contrôlé par la prétendue « société civile » dans laquelle les partis politiques jouent un rôle décisif. Le contrôle social est intense et favorisé par les cartes d'alimentation. Les plus pauvres sont les grands perdants du système : les bidonvilles où vivent en majorité les très basses castes sont des lieux interdits ; leurs habitants ne bénéficient souvent pas de carte d'alimentation et n'ont donc pas accès aux programmes d'aide.

A la recherche de nouveaux paradigmes

Il faut trouver aujourd'hui de nouvelles solutions pour augmenter la production et augmenter l'accès de la population à la nourriture. La solution des barrages doit sans doute être abandonnée, car toutes les possibilités ont été mises en œuvre. Les transferts d'eau du Nord vers le Sud *via* les fleuves ne sont pas abandonnés en dépit de leur impact écologique, social et financier. Les forages constituent également une menace écologique en raison de la baisse des nappes d'eau souterraine. L'utilisation des OGM pose des problèmes : pour le moment seules des semences de coton transgénique sont autorisées ; les OGM posent surtout la question de la dépendance aux firmes agro-alimentaires, indiennes ou internationales.

Trois nouvelles voies sont aujourd'hui à l'étude :

- L'agriculture biologique est réservée aux consommateurs des classes moyennes supérieures. Un marché bio se tient régulièrement à Delhi. Pour le moment, le marché est étroit et les systèmes de production sont peu adaptés. Cela concerne seulement une petite frange de la population.
- Reconnaître la valeur écologique des services rendus par les agriculteurs : il faut promouvoir la multifonctionnalité du secteur agricole. Cela permet de développer l'identité du groupe, le tourisme ou le paysage.
- Développer l'agriculture sous contrat et *l'agrobusiness*. Ces formes modernes de production se développent avec l'urbanisation (35 agglomérations comptent plus d'un million d'habitants en 2001) qui modifie en profondeur la carte des campagnes.

Débat

La dépendance énergétique et le développement des éoliennes interroge la production de bio-carburant. Qu'en est-il aujourd'hui ?

C'est une question qu'on ne se pose guère en Inde : pour le moment l'urgence est conserver l'indépendance céréalière. Des trois usages des céréales - *food, feed* (alimentation du bétail) et *fuel* - on privilégie davantage le *food* et le *feed* au détriment du *fuel*.

Est-ce que la fragilité de l'autosuffisance va remettre en cause le programme de redistribution ?

Non, cela va au contraire renforcer le programme : l'Etat doit plus que jamais intervenir pour

garantir les approvisionnements, sans compter que cela alimente la corruption et que beaucoup de monde est ainsi « arrosé ». Même si le programme peut paraître coûteux (environ 1% du PIB indien), il est maintenu : la somme est en réalité faible étant donné qu'il s'agit d'un soutien non seulement à la consommation, mais aussi à l'agriculture.

Qu'en est-il de la situation alimentaire au Sri Lanka et au Bangladesh ?

Au Sri Lanka, le même système de distribution qu'en Inde disparut en 1979. Au Pakistan et au Bangladesh, il existe sous des formes beaucoup plus réduites. Le Pakistan connaît des problèmes de salinisation de l'eau dans le bassin de l'Indus. Quant au Bangladesh, le pays subit de fortes inondations ainsi qu'une pollution à l'arsenic.

Le système de redistribution déborde-t-il les frontières ?

Oui : on observe des flux vers le Bouthan. Il existe aussi des exportations officieuses : plus il y a de contrôle, plus il y a de corruption !

On revient sur la diversification alimentaire et les nouvelles pratiques. Qu'en est-il de la diffusion du réfrigérateur ? Qu'en est-il de la consommation de viande ?

Le frigo est encore largement considéré comme un produit de luxe, si bien qu'il trône bien souvent au milieu du salon. La consommation de viande augmente : c'est la consommation de poulet voire de mouton/chèvre qui progresse, plus que celle du bœuf (délaissé pour des raisons culturelles). On est encore très loin de la transition alimentaire que connaît la Chine.

Qu'en est-il des boissons ? Observe-t-on une évolution des pratiques ?

Les Anglais ont diffusé le thé. Au Sud on boit aussi du café (plus cher). On boit également quelques sodas, comme le Limca, un soda au citron produit sous licence italienne. A la fin des années 1990, Pepsi et Coca-Cola ont fait leur entrée sur le marché indien (ce qui traduit l'ouverture de l'Inde à la mondialisation) mais ces boissons restent relativement chères (comme les repas vendus par McDonald's). Les Indiens sont puritains et boivent peu d'alcool, sauf dans les campagnes où des alcools artisanaux sont consommés (ce qui pose des problèmes de santé publique). Au sommet de la hiérarchie, on trouve le vin rouge (l'Inde dispose de quelques vignobles) et les alcools (notamment les *Indian made foreign liquors*, comme les whiskies écossais tamouls...).

Compte rendu : Yann Calbérac (relu et amendé par Frédéric Landy)

Pour aller plus loin :

- [La mondialité sera-t-elle indienne ?](#) (article de Frédéric Landy)
- [L'Inde, boom des villes, fin des campagnes ?](#) (café géo avec Frédéric Landy et Thierry Paquot)
- [Tous les articles sur l'Inde publiés sur le site des Cafés géo](#)